Editorial

Autor(en): **Jenny, Alain**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **49 (1991)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

EDITORIAL

Dr. Alain Jenny
président, S.E.E.S.
Lausanne

Comme de nombreuses autres organisations suisses, la Société d'études économiques et sociales a placé, depuis deux ans, la réflexion sur le processus d'intégration européenne au premier rang de ses activités. Dans ce numéro, nous publions un article du Professeur Peter Tschopp, favorable à l'entrée de la Suisse dans la Communauté et de M. Otto Fischer, qui prend traditionnellement le point de vue contraire.

De passage à Lausanne le 17 mai, à l'invitation notamment de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Monsieur Eneko Landaburu, directeur de la politique régionale de la CE, a exposé en public quelques-uns des principaux enjeux du processus en cours au sein de l'Europe communautaire. Il a fort bien mis en évidence que notre éventuelle adhésion à la CE signifierait la participation à un projet de société immense et mobilisateur, qui inclut un magnifique élan de solidarité extérieure (vis à vis des pays de l'Est notamment) et intérieure (l'aide aux régions européennes les plus défavorisées). Car la Communauté consacre 25% de son budget annuel à la solidarité interrégionale.

En d'autres termes, l'Europe est à construire, et nous pouvons y jouer un rôle, notamment grâce à notre expérience multiculturelle et régionale. Nous pouvons aussi jouer un rôle en investissant dans la mise en oeuvre de l'Europe de l'environnement. Mais nous devons cesser d'aborder la négociation de façon strictement mercantile et comptable, comme certains commentateurs qui n'ont "pas trouvé suffisamment de concret dans l'exposé précité".

Mais croyons-nous sérieusement que les Européens vont continuer à tolérer notre approche de la négociation dans la mesure où elle n'est exprimée que sous forme de troc, d'avantages chiffrés ou d'exceptions aux règles des quatre libertés, pour maintenir les avantages acquis de tel ou tel cartel ou groupe d'intérêts ?

Non. Etre "concrets", cela signifie aujourd'hui élargir notre approche, ouvrir nos positions, participer même sans être encore intégrés et de façon coordonnée avec les Européens aux efforts de solidarité et d'intégration socio-économique de la grande Europe.

Sur le plan économique, nous avons tout à gagner de vivre au coeur d'une Europe prospère. Et sur le plan politique, c'est un sujet beaucoup plus motivant pour les jeunes générations que le taux de la TVA appliqué à tel ou tel produit.

On ne peut donc qu'approuver la conclusion d'Otto Fischer, qui dit que la solution de nos relations avec la Communauté européenne "doit être trouvée dans une collabora-

tion aussi intense que possible avec la CE" et cela que l'on suive la voie de l'intégration comme le préconise Peter Tschopp ou de l'indépendance absolue selon Otto Fischer.

En bref, être concret dans la Suisse de 1990, c'est mettre en oeuvre un peu de cette utopie dont nous parlons tant. Car la solidarité avec nos voisins aujourd'hui, c'est faire preuve de prévoyance pour les générations suisses de demain.